

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 24/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HIRSCH

3 rue du Torpilleur Sirocco
63300 Thiers

Références : 20240124-RAP-63-0079-Hirsch Thiers_VuSL 2.odt
Code AIOT : 0005600398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement HIRSCH implanté 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Mis en conformité des moyens de lutte et défense incendie

- Suites et suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°20221685 du 16 novembre 2022 (non respect des prescriptions sur les moyens de lutte et défense incendie).
- Les suites de l'inspection du 17 mai 2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH
- 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers
- Code AIOT : 0005600398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HIRSCH est autorisée à exploiter un site de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux provenant des entreprises locales, artisans et particuliers du secteur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les moyens de lutte et défense incendie
- le suivi de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n° 20220455, signé le 06 avril 2022 (non respect des prescriptions sur les moyens de lutte et défense incendie).
- les suites de l'inspection du 17 mai 2023

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	stock de déchets	AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1,2	Sans objet
2	stock de déchets	AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1,2	Sans objet
3	stock des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6	Sans objet
4	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7,5,3	Sans objet
6	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7,3,6	Sans objet
7	stockage des moteurs	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2,2	Sans objet
8	suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 04/03/08	Sans objet
9	bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7,5,6,2	Sans objet
10	portique de détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 8,2	Sans objet
11	Accès/clôture	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 2,3,3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a commencé les actions correctives pour se mettre en conformité sur les deux volets suivants :

- La mise en place de deux unités mobiles de 1ère intervention
- La reprise de maçonnerie a permis de stopper les écoulements et souillures d'huiles du cassier de stockages des moteurs usagés.

NON CONFORMITÉ :

L'exploitant doit mettre en conformité le bâtiment de stockage des déchets en prenant les dispositions pour faire installer un système de détection automatique.

Un délai supplémentaire de 4 mois est accordé à l'exploitant, pour transmettre la solution retenue et le calendrier de mise en œuvre. En l'absence de réponse sous le délai imparti, les services de l'inspection se laissent la possibilité d'appliquer des sanctions financières.

2-4) Fiches de constats**N° 1 : stock de déchets**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1,2
Thème(s) : Risques accidentels, quantité DND
Prescription contrôlée : Quantité de déchets 2713, 2711, 2714 et 2716
Constats : Surface 10 080 m ² : déchets métalliques non dangereux Volume DEEE : < 1000m ³ Cartons et papier, bois , textiles au titre de la rubrique 2714 < 1000m ³ Carton : environ 200m ³ Bois : 100m ³ DIB rubrique 2716 < 1000m ³ (environ 200m ³ volume constaté) Le jour de l'inspection, les quantités ou volumes de déchets non dangereux sont inférieurs et conformes aux seuils de l'AP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : stock de déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1,2
Thème(s) : Risques accidentels, quantité DID
Prescription contrôlée : 2718 régime Autorisation Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne : 25 tonnes maximum
Constats : Le jour de l'inspection, le stock de batteries est estimé entre 14 et 15 tonnes de batteries au plomb (soit 15 à 16 caissettes de 900kg environ d'après l'exploitant). Ce stock est inférieur au seuil autorisé de 25 Tonnes. En séance, l'exploitant a transmis le suivi du stock de batteries sur les 6 derniers mois et les BSDD d'évacuation (récépissés trackdéchets). Le stock actualisé (à la date de ce jour), donné par l'inventaire est bien de 15,6 tonnes. Les batteries au lithium ne sont pas acceptées sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : stock des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage
Prescription contrôlée : Opérations de tri et conditionnement des déchets Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de . Les piles ou batteries usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses). Objet du contrôle : - vérification d'un entreposage séparé des piles et batteries au lithium des autres piles et de la fermeture des conteneurs.
Constats : L'aire de regroupement des batteries est distincte de celle des autres déchets, et respecte une distance d'éloignement d'au moins 2 mètres par rapport aux autres aires de stockage. Une signalétique adaptée a été apposée sur les barrières positionnées en périphéries de l'aire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7,5,3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte et défense incendie
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : : Article 7.5.3 - AP 23/10/2006 Ressources en eau et mousse L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• des robinets d'incendie armés en nombre suffisant et judicieusement localisés de manière à ce que chaque point du dépôt puisse être couvert par au moins 2 jets. Ils sont utilisables en période de gel ;• un système de détection automatique d'incendie installé dans les locaux de l'établissement ;• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. 2 poteaux d'incendie constituant la ressource en eau incendie extérieure à l'établissement adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente.
Constats : <u>Extincteurs contrôlés</u> par ESI en 2023 (facture d'ESI datée du 15/01/2024 transmise en séance) <u>Poteaux incendie</u> (débits conformes en janvier 2022) En séance, les services de l'inspection ont informé l'exploitant de la sortie de plusieurs textes réglementaires datés du 22 décembre 2023, qui s'appliquent aux installations de gestion des déchets et visent à renforcer la sécurité incendie. <i>Rubrique 2718 - régime de l'autorisation : Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux)</i> https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048707626

<p><i>Rubrique 2713 - régime de l'enregistrement : Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement :</i> https://www.legifrance.gouv.fr/jorff/id/JORFTEXT000048679898</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : sécurité incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, absence de dispositifs RIA et détection automatique</p>
<p>Prescription contrôlée : respect de la MED du 06/04/2022</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place deux unités mobiles de première intervention ; l'exploitant devra mettre en place un registre de suivi du matériel avec une périodicité de contrôle sous 1 mois. La non conformité sur l'absence de dispositif RIA est levée.</p> <p>Les services de l'inspection demandent à l'exploitant de mettre en place un système de détection automatique dans le bâtiment de stockage des déchets, conformément à l'article Article 7.5.3 - Ressources en eau et mousse du l'AP du 23/10/2006 . Les travaux de la toiture du bâtiment de stockage sont terminés.</p> <p>En séance, l'exploitant a demandé un délai de 4 mois pour faire réaliser une étude comparative sur le dispositif à mettre en œuvre. A l'issue de ce délai, il devra transmettre le devis du dispositif retenu et le calendrier de mise en oeuvre.</p> <p>En l'absence de réponse sous 4 mois, les services de l'inspection proposeront au Préfet dy Puy-de-Dôme de prendre les sanctions administratives en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7,3,6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, formation</p>
<p>Prescription contrôlée : <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <p>toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques, et opérations de fabrication mises en œuvre,</p> <p>les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</p> <p>des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention</p> </p>

<p>affectés à leur unité, un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une formation à l'utilisation des extincteurs a été organisée avec Prestataire AVF protection en 2022. La facture datée du 2/12/2022 a été présentée en séance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : stockage des moteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2,2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée : écoulements résidus d'huile</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, une case de stockage des moteurs dépollués laissait échapper des résidus d'huiles de vidange sur le sol (bétonné). Le muret abîmé par les chargements/déchargements a été réparé. La reprise de maçonnerie et la réparation ont été constatées en séance. Le jour de l'inspection, la rétention était en partie pleine d'eau. Celle-ci devra être vidée sous 15 jours.</p> <p>D'après l'exploitant, les déchets ou gravats (contaminés d'huiles) de démolition du muret de la case sont stockés dans une benne. L'exploitant s'est engagé à transmettre le BSDD dès que ces déchets seront envoyés vers une filière exutoire agréée.</p> <p>Les services de l'inspection demandent qu'à l'occasion de travaux de réfection de la dalle, l'exploitant réalise des sondages afin d'identifier toute pollution des sols dans cette zone. Ainsi, les éventuelles terres polluées pourront être éliminées dans le cadre des travaux de réfection de la dalle béton et de la case.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : suivi des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 04/03/08</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, suivi des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 4.3.8 – AP 23/10/2006 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Une mesure des concentrations des différents polluants, dont les frais sont à la charge de l'exploitant, sera effectuée tous les 3 mois la première année puis annuellement. Ce contrôle sera réalisé par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et communiqué à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières analyses ont été réalisées le 7 février 2023. Les résultats sont conformes et inférieurs aux seuils réglementaires de l'arrêté. En revanche, deux paramètres, à savoir MES et plomb, n'ont pas été mesurés. A l'avenir, il conviendra de respecter l'article 4.3.8, qui liste les paramètres à contrôler</p>

<p>pH (NFT 90-008) compris entre 5,5 et 8,5 Température (NFT 90-100) < 30 °C Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) < 10 mg/l Plomb < 0,5 mg/l Matières en Suspension Totales : < 100 mg/l DBO5 (sur effluent non décanté) : <100 mg/l DCO (sur effluent non décanté) : < 300 mg/l</p> <p>L'exploitant devra faire réaliser la campagne 2024 (avec l'ensemble des paramètres) et transmettre les résultats aux services de la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7,5,6,2
Thème(s) : Risques accidentels, bassin
<p>Prescription contrôlée : Le flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols et des aires de stockage et l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont collectés dans un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 700 m3. Ces eaux transitent par une unité de traitement avant rejet vers le milieu naturel. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. En outre, ils doivent être périodiquement testés.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, les bâches du bassin ne laissent pas apparaître de déchirures sur les flans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : portique de détection de radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 8,2
Thème(s) : Risques accidentels, vérification
<p>Prescription contrôlée : Le contrôle doit être fait régulièrement bien que la périodicité ne soit pas stipulée dans l'AP.</p> <p>En séance, l'exploitant a informé que le contrôle du portique de radioactivité sera effectué sur 2024. Il devra transmettre le PV d'intervention sous 6 mois.</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle du portique a été fait le 24/02/2022 par l'entreprise SAPHYMO. Le contrôle doit être fait régulièrement (annuellement en principe) bien que la périodicité de la vérification ne soit pas précisée dans l'AP. En séance, l'exploitant s'est engagé à transmettre le PV de contrôle sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Accès/clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 2,3,3
Thème(s) : Risques accidentels, clôture
<p>Prescription contrôlée : Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et</p>

incombustibles d'une hauteur de 2 mètres. Elle doit être doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes en fonction de la visibilité. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours).

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clefs en dehors des heures d'exploitation. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Des écrans végétaux seront créés, pour compléter la haie existante, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté afin de masquer rapidement le dépôt.

Constats :

L'installation est clôturée sur l'ensemble de son périmètre. Un dispositif d'alarme « détection d'intrusion » sécurise le site.

Type de suites proposées : Sans suite